



Un été de mobilisations

Marqué par des luttes sociales, qu'il s'agisse des Urgences ou des pompiers, l'été a vu les grèves se multiplier pour refuser les attaques contre le service public. Nous partageons toutes et tous le même constat : salaires bloqués, suppressions d'emplois, menaces sur la retraite, remise en cause du statut de la fonction publique, attaque sur les droits des demandeurs d'emplois

...
Pour la CGT, nous ne sommes pas seulement là pour déplorer ces reculs mais pour organiser les salarié.es et gagner tou.tes ensemble de meilleures conditions de travail et des emplois stables pour tou.tes.

Il est temps que chacun prenne conscience que nous pouvons mieux défendre nos intérêts collectifs en luttant ensemble.

Pour une rentrée offensive et revendicative

Rejoignez la CGT Educ'Action

Retraite : la bataille reste à venir !

Le projet de loi pour les retraites est une parfaite illustration de la méthode Macron/Philippe. Il n'y aura pas de recul officiel sur l'âge de départ mais il sera impossible de partir avant 64 ans pour bénéficier d'une pension correcte. Ces annonces s'inscrivent dans un continuum d'attaques anti-sociales contre les salarié.es du public comme du privé. Que ce soient les lois Travail, sur la formation professionnelle, sur la SNCF ou dans l'Education, les mesures visent à réduire les droits et les moyens pour favoriser le capital. Le désengagement de l'Etat s'inscrit dans cette logique libérale porteuse d'un renforcement des inégalités sociales.

Ne nous trompons pas, ce n'est pas l'argent qui manque pour financer les retraites. Le but du gouvernement et du patronat est juste de nous culpabiliser pour réduire les droits sociaux. Les négociations annoncées par le gouvernement ne seront encore que de la pseudo-concertation. Les avancées sociales ne se feront qu'au prix d'une forte mobilisation des salarié.es.



Dans l'Education Nationale

Conditions du bac : Non aux pressions et sanctions émises sur les personnels !

Les collègues ont montré leur opposition aux projets de lois, des réformes des lycées en passant par la loi Blanquer. Les personnels de l'Education se sont mobilisés en multipliant les formes d'actions : grève ponctuelle ou reconductible, rassemblement, manifestations, grève de la surveillance des examens et des corrections.

La CGT a été active dans le mouvement et la dénonciation des sanctions.

Le ministre Blanquer continue lui de s'enfermer dans une logique dont il est bien le seul à voir le progressisme et affiche son mépris des personnels qui se sont mobilisés. Ne soyons pas dupes de son discours apaisé de rentrée qui cache la poursuite de sa politique.

Voie professionnelle : suppressions de postes et nouveaux dispositifs liés à la réforme cristallisent la colère des personnels.

Les nouvelles dispositions comme la co-intervention et le chef d'œuvre vont gravement dégrader les conditions de travail des personnels dès la rentrée. La difficulté, créée par la réforme, de réaliser les emplois du temps va faire apparaître des tensions au sein des équipes pédagogiques dans les établissements. Le plan social dans la filière Gestion Administration est également source d'une très vive inquiétude. Le mixage des publics dans les classes et l'introduction d'apprenti.es vont dégrader encore les conditions de travail avec comme conséquence une menace accrue de l'annualisation du temps de service des enseignants.

Réforme du lycée et du baccalauréat, 2e HSA imposée, formation sur les congés : Non !

La mise en œuvre en cette rentrée de la réforme du lycée général et technologique est alarmante. En effet, personne n'est en capacité de prévoir le calibrage des groupes de spécialités en première générale: des spécialités ouvertes en juin devront-elles fermer à la rentrée faute d'effectifs suffisants ? Les élèves auront-elles ou ils satisfaction de leurs vœux ? Comment les emplois du temps des classes et des enseignants pourront-ils être cohérents pédagogiquement et en termes de conditions de travail pour les personnels au vu des contraintes liées à la réforme ? Comment les plages d'épreuves communes de contrôle continu vont-elles être organisées ? etc. Tout concourt donc à une rentrée - et plus globalement une année scolaire - chaotique. La colère, déjà profonde des personnels, risque de s'en trouver multipliée.

Tou.tes ensemble, exigeons

- ⚡ Abandon de la loi Blanquer
- ⚡ **Retrait de la réforme de la voie professionnelle et celle du lycée général et technologique**
- ⚡ **Création massive de postes dans tous les métiers de l'Education nationale**
- ⚡ **Titularisation de tou.tes sans condition de diplôme ni de nationalité**
- ⚡ **Augmentation des salaires et du point d'indice**
- ⚡ **Retrait de la loi de transformation de la Fonction publique**

Précarisation accrue des personnels !

En cette rentrée, à nouveau, de nombreux non-titulaires se retrouvent dans des situations d'urgence sociale. De nombreux.euses collègues restent en cette rentrée sur le carreau en l'absence de postes à pourvoir ou avec des temps incomplets imposés. La précarité est le fruit d'un mode de gestion basé sur l'économie de moyens humains et financiers. De plus en plus de titulaires ont des temps partagés avec des temps de transports importants. Cette gestion mise en place est donc là pour faire pression sur l'ensemble des personnels, titulaires comme non-titulaires.

Du côté des AESH, la généralisation de l'expérimentation des dispositifs PIAL (Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés) ne pourra qu'accentuer les inégalités et la pression hiérarchique en aggravant les conditions de travail que subissent les AESH notamment en multipliant leurs affectations. La généralisation de la mutualisation des moyens pour gérer la pénurie d'AESH se fera au détriment d'une réelle aide individuelle des élèves.

La CGT revendique un vrai statut de fonctionnaire de catégorie B avec une grille de salaires décent pour les AESH.

Si les revendications de la CGT n'ont pas encore été entendues, il faut les porter plus fort. C'est bien le sens de la lutte ! Défendre un service d'Education permettant la réussite de tout.es et dans de bonnes conditions pour les personnels et les élèves ! C'est du moins le projet de la CGT Educ'action et c'est celui que nous porterons encore en ce début d'année scolaire.

Dans cette optique, la **CGT Educ'action Nantes** appelle dès la rentrée les personnels à se réunir en Heure d'Informations syndicales, en Assemblées générales afin de construire les mobilisations à venir. Elle appelle d'ores et déjà à la grève le 24 septembre contre le projet de loi sur les retraites.



**Il ne s'agit pas de tomber dans le fatalisme.
Les solutions existent. A nous de les imposer !**



J'adhère à la CGT Educ'Action

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Mail: _____

Etablissement (nom/adresse): _____

Titulaire/stagiaire / contractuel.le / AED / CUI: _____

Enseignant.e / Administratif.ve / Technicien.ne / Santé/Social:

Fait à: _____ le: _____ Signature: _____